

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale
des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
MAI - JUIN 2026
KINSHASA-R.D.C

M.E.S., n°154
Mai - Juin 2026



SOMMAIRE

- Sylvain Shomba Kinyamba, Kinshasa, imbrication entre hyper-religiosité et haute criminalité : dilemme, paradoxe ou double reconfiguration sociale ?1
- Eric Metho Nkayilu, Éducation non formelle des femmes handicapées en République démocratique du Congo : état des lieux et dynamiques d'autonomisation11
- Jean-Henri Lokoka Isekolo, Évaluation des compétences documentaires des étudiants des établissements d'enseignement supérieur et universitaire congolais17
- Exaucé Bumbakini Kubemba, Jocelyn Nappa Usatu, L'économie informelle dans la ville de Kinshasa : profil, défis et pistes de solution pour une formalisation de masse24
- Lumière Ingonda Yekombe, Efficacité de la politique budgétaire dans une économie vulnérable aux chocs exogènes : cas de l'économie congolaise38
- Roger Mbuyu Kimpesa Kasulo, Le développement Est-Asiatique : entre pragmatisme et singularité de l'État développeur.....47
- André Malangu Muabila, Le rôle de la cour de cassation en RD Congo : simple unification du droit ou pouvoir abstrait de création des normes ?.....56
- Mardoché Muwala Baluc, Sous-développement structurel et paradoxe du capital humain : analyse des indicateurs éducatifs en RD Congo64
- Benjamin Bakadisula Kangoma, Analyse critique sur les mécanismes de protection de la domanialité publique foncière et immobilière en droit congolais.....73
- Linda Bachunge Kambaza, Analyse de l'apport des entreprises du portefeuille de l'État à l'économie nationale : cas du Fonds de promotion de l'industrie80
- Michel Ilunga Lubela, Moïse Phanzu Phanzu, Comportements de citoyenneté organisationnelle et performance adaptative des enseignants de l'École conventionnée catholique Institut Malako87
- Félicien Lemba-Lemba Akela, Défis de la représentativité politique tribalo-ethnique en RD Congo au regard de la décentralisation et régionalisation de 2006.....95
- Mireille Nghowa Woso, De l'insécurité juridique de la garantie des soumissionnaires ou candidats (entreprises privées) dans la procédure d'attribution des contrats de partenariat public-privé.....103
- Dieudonné Loponde Wetchi, Taxe carbone et gouvernance forestière en RD Congo : analyse des enjeux du changement climatique dans la province du Maniema.....110
- Jolie Kapinga Tshibuabua, L'entrepreneuriat dans le bail à usage professionnel : nécessité d'un cadre juridique national efficace à l'éradication de l'informel en RD Congo.....118
- Dominique Musenga Biaya, La juridictionnalisation du droit communautaire africain : avancées et reculs.....123
- Joie Du Ciel Nkuna Musungay, La justiciabilité des décisions disciplinaires en droit congolais et comparé de la fonction publique.....131
- Joseph Momba Songo, La protection de l'employé domestique en droit du travail congolais.....137
- Pablo Mbutiwi Obwoy, La protection de l'enfant contre les actes de maltraitance en milieu familial en RD Congo.....145
- Bwangombo Andes, Le champ d'application personnel du SMIG en droit congolais : l'exclusion des agents non soumis au Code du travail153

– Joël Biaya Matamba, <i>Le fonds de garantie automobile comme mécanisme de responsabilité sans faute : contribution à la justice sociale et à la sécurité juridique en RD Congo</i>	159
– Stéphane Omba N'Sala, <i>Les contentieux fiscaux en droit positif congolais : cadre juridique du règlement des différends</i>	165
– Antoinette Kusu Dende-Osaku, Patience Kimvula Ya-Malosa, Valère Meya Nappa, <i>Pluralisme syndical en République démocratique du Congo : analyse de son impact sur la qualité de vie des travailleurs de la Société nationale d'électricité à Kinshasa</i>	178
– Martin Nlandu Phambu, Innocent Yere Apobe, Langi Sogena F-X, <i>Pratiques de contrôle de gestion et pérennité des institutions de microfinance à Kinshasa en RD Congo</i>	186
– Gaston Akaya Londola, Sylvain Shomba Kinyamba, <i>De la déperdition scolaire à Tshumbe : une lecture essentiellement qualitative</i>	194
– Joël Shiku Kamupunga, <i>Les limitations à la révision constitutionnelle et les théories révisionnistes en droit constitutionnel congolais</i>	202
– Chérubin Ebamba Ikoko, <i>Les regroupements politiques en République démocratique du Congo : de la bipolarisation à la pensée unique, un danger pour la démocratie</i>	211
– Augustin Owadi Djonga, <i>Management international et fiscalité en RD Congo : analyse des interactions, objectifs et défis d'un système intégré</i>	221
– John Kayembe Kiponga, Dieudonné Loponde Wetchi, <i>Souveraineté des États du Sud sur leurs ressources naturelles et environnementales comme patrimoine de l'humanité : regard sur la gestion des forêts du bassin du Congo</i>	227
– Dominique Musenga Biaya, <i>L'apport de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples dans la consolidation de la démocratie en Afrique</i>	235
– Junior Xavier Mpasu Kampingidi, <i>L'exercice de la fonction consultative de la Cour internationale de justice en rapport avec la demande de réparation formulée par un État pour faits internationalement illicites commis par le personnel onusien : cas de l'incident de Kasindi en République démocratique du Congo (31 juillet 2022)</i>	241
– Yannick Mbombo Ngusu, <i>La révision constitutionnelle et les réformes institutionnelles pour la rationalisation des finances publiques en RD Congo : plaidoyer pour la suppression du Sénat et des assemblées provinciales</i>	247
– Fabrice Liomo Loliki, Trésor Mukenge Mudikolela, <i>Le Kenya : un acteur géopolitique face à la situation conflictuelle de la République démocratique du Congo</i>	253
– Fabrice Isangu Minya, <i>Les contraintes de la traduction audiovisuelle dans la promotion touristique : le cas d'une voix-off d'un documentaire touristique sur la grotte de Dimba à Mbanza-Ngungu</i>	258
– Beni Masisa Nzuzi, Tino Munkweme Kamoni, Macaire Mulopo, <i>Opportunités et contraintes de l'entrepreneuriat des jeunes dans la ville-province de Kinshasa : une étude exploratoire auprès des jeunes de la commune de Ngaba</i>	267
– Patience Wawa Mowu, <i>De l'efficacité du régime de l'affiliation en droit congolais de la famille : diagnostic critique et perspectives de redynamisation</i>	275
– Michel Poy Kasende, <i>Pratiques comptables informelles et performance économique des PME dans la province du Sankuru en RD Congo (2020-2025)</i>	281
– Junior Bukasa Mokomba, Alliance Kiaku Kavunzu, <i>Dépense publique et croissance économique : un examen par les composantes. Le cas de la République Démocratique du Congo de 2002 à 2025</i>	290
– Boniface Victor Bukasa Kabongo, <i>Le contrôle a priori des marchés publics en RD Congo : analyse des stratégies de contournement par les autorités contractantes</i>	298
– Pierre Edgar Omalufulu Nandjovu, Rodrigue Otshudi-A-Lombela, <i>Élites politiques et programmes publics en RD Congo : entre planification stratégique, contraintes de gouvernance et culture politique de responsabilité</i>	305

– Blaise Esinyalanga Olomi, <i>Les droits d’auteur face au plagiat dans les créations des arts plastiques contemporains</i>	312
– Pacifique Kubuya Ndoole, <i>Incubateurs de la récurrence des conflits armés dans la partie orientale de la RD Congo : étude axée sur le Nord-Kivu</i>	324
– Sylvanho Yan Mulumba, <i>Ouverture du contentieux constitutionnel aux décisions de justice</i>	337
– Voldi Lukanu Luanzambi, <i>Loi n°15/025 du 31 décembre 2015 relative aux baux à loyer non professionnels en droit congolais : 10 ans après</i>	344
– Pierre Ndayi Ndayi, <i>L'application de la résolution 2719 (2023) du Conseil de sécurité : vers une nouvelle ère de coopération opérationnelle UA-ONU</i>	352
– Olivier Tombe Tombe, Florence Mbiya Muadi, Dieudonne Ngalamulume Bakatumana, <i>Déterminants socio-culturels des troubles de personnalité et stress post-traumatique chez les ex-miliciens Kamuina Nsapu au Kasai</i>	359
– Lionel Khonde Nanikunzika, <i>La réparation des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l’humanité à l’aune de la loi du 26 décembre 2022</i>	369

SOUS-DEVELOPPEMENT STRUCTUREL ET PARADOXE DU CAPITAL HUMAIN : analyse des indicateurs éducatifs en RD Congo

par

Mardoché MUWALA BALUC

Apprenant en D.E.S./D.E.A. en Économie Publique et Développement Durable,
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion,
Université de Kinshasa

Résumé

Cette étude analyse le sous-développement structurel de la République Démocratique du Congo à travers le paradoxe du capital humain. Elle mobilise une approche quantitative descriptive et analytique fondée sur des données secondaires, combinant l'analyse de la structure du PIB (1958, 2018 et 2024), de l'Indice de Complexité Économique (2012-2024) et de 20 indicateurs éducatifs issus de sources internationales. Les résultats montrent que, malgré une forte expansion de la scolarisation (TBS primaire de 113,8 %) et un effort budgétaire soutenu, le système éducatif présente d'importantes insuffisances qualitatives, avec 90 % d'indicateurs défavorables et une pauvreté éducative de 97 %.

Parallèlement, l'économie demeure peu diversifiée, marquée par une désindustrialisation et une faible complexité productive ($ECI = -3,13$), limitant l'absorption du capital humain. L'étude met ainsi en évidence un décalage entre accumulation éducative et transformation économique. Elle souligne la nécessité de renforcer les apprentissages fondamentaux, d'améliorer l'adéquation formation-emploi et de promouvoir la diversification économique. L'originalité de cette étude réside dans l'analyse conjointe des dimensions éducatives et structurelles du développement.

Mots-clés : capital humain, RDC, sous-développement structurel, qualité de l'éducation, complexité économique

Abstract

This study analyzes structural underdevelopment in the Democratic Republic of the Congo through the lens of the human capital paradox. It adopts a quantitative descriptive and analytical approach based on secondary data, combining an analysis of GDP structure (1958, 2018, and 2024), the Economic Complexity Index (2012–2024), and 20 key education indicators drawn from international sources. The results show that, despite a significant expansion in schooling (primary gross enrollment rate of 113.8%) and sustained public spending, the education system exhibits major qualitative deficiencies, with 90% of indicators rated unfavorable and a learning poverty rate of 97%.

At the same time, the economy remains weakly diversified, characterized by deindustrialization and low productive complexity ($ECI = -3.13$), which constrains the absorption of human capital. The study thus highlights a mismatch between educational expansion and economic transformation. It emphasizes the need to strengthen foundational learning, improve education–employment alignment, and promote economic diversification. Its originality lies in the joint analysis of educational and structural dimensions of development.

Keywords : human capital, DRC, structural underdevelopment, education quality, economic complexity

INTRODUCTION

Depuis son accession à l'indépendance, la République Démocratique du Congo, a traversé des phases de croissance contrastées, passant de périodes de prospérité à des crises structurelles profondes. Malgré une croissance du PIB réel qui s'est stabilisée autour de 6 % ces dernières années, tirée essentiellement par le secteur extractif, l'économie congolaise demeure fragile, peu diversifiée et marquée par une pauvreté persistante qui touche plus de 60 % de la population¹.

Ce paradoxe entre richesse potentielle et pauvreté réelle soulève la question de la qualité des facteurs de production, et plus particulièrement celle du capital humain comme levier de transformation structurelle. Selon la théorie de la croissance endogène, l'investissement dans l'éducation et la santé est le moteur principal du progrès économique à long terme, car il permet d'accroître la productivité et l'innovation².

Cependant, l'observation des faits révèle un écart préoccupant entre les investissements publics consentis et les résultats économiques obtenus. Bien que le gouvernement ait instauré la gratuité de l'enseignement primaire en 2019, entraînant une explosion des effectifs scolaires avec un Taux Brut de Scolarisation (TBS) dépassant les 100 %, la qualité de cet enseignement reste médiocre et l'adéquation entre

¹ BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le suivi de la situation économique et financière en RDC*, Washington, D.C., 2023.

² LUCAS, R., « On the mechanics of economic development », *Journal of Monetary Economics*, vol. 22, n° 1, 1988, pp. 3-42.

la formation et les besoins du marché du travail est quasi inexistante³. Les statistiques indiquent que la RDC possède l'un des indices de capital humain les plus faibles au monde, se classant au 179ème rang sur 191 pays, ce qui suggère que l'accumulation quantitative de diplômes ne se traduit pas par une amélioration qualitative de la main-d'œuvre⁴.

Dès lors, cette recherche s'articule autour des deux questions fondamentales : dans quelle mesure la configuration endogène de l'économie congolaise, caractérisée par une spécialisation de rente et une faible complexité productive, constitue-t-elle le socle du sous-développement structurel du pays ? Et comment la dégradation qualitative de l'offre éducative, malgré l'augmentation des effectifs, explique-t-elle le paradoxe d'un capital humain incapable d'impulser la croissance économique ?

L'objectif de cette étude est d'analyser le paradoxe du capital humain en RDC en examinant comment la défaillance qualitative de l'éducation, malgré l'augmentation des effectifs, entretient le sous-développement structurel et limite la productivité réelle de l'économie. Nous postulons que le sous-développement structurel du pays est la conséquence d'une spécialisation de rente et que le capital humain produit des effets marginaux sur la croissance en raison de la dégradation continue de la qualité de l'enseignement et de l'absence d'un cadre institutionnel capable d'absorber les compétences formées.

La présente étude est articulée autour de quatre points essentiels : le premier présente le cadre théorique et la revue de littérature, le deuxième expose la méthodologie, le troisième est consacré à la présentation des résultats, enfin, le quatrième, porte sur la discussion des résultats et les recommandations.

I. CADRE THÉORIQUE ET REVUE DE LITTÉRATURE

L'analyse des interactions entre éducation et croissance repose sur une opposition fondamentale entre plusieurs courants de pensée, allant du pessimisme classique à l'optimisme des théories de la croissance endogène.

1.1. Revue théorique

La pensée économique a évolué d'une vision centrée sur les facteurs matériels vers une reconnaissance du capital humain comme moteur autonome. Adam Smith (1776), dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, identifiait déjà la spécialisation et la division du travail comme piliers de la productivité, bien qu'il accordât peu de place au progrès technique⁵. À l'opposé, David Ricardo (1817) et Thomas Malthus (1798) prédisaient un état stationnaire où la croissance s'épuiserait à cause des rendements décroissants de la terre et de la pression démographique⁶.

Le tournant majeur s'opère avec le modèle néoclassique de Robert Solow (1956). En utilisant une fonction de production mathématique, Solow démontre qu'à long terme, la croissance dépend du progrès technique. Toutefois, il considère ce dernier comme « exogène », soit une donnée extérieure au système économique. Ce n'est qu'avec Robert Lucas (1988) et Paul Romer (1990) que le capital humain est endogénéisé. Lucas postule que l'accumulation de compétences par l'éducation crée des externalités positives permanentes, empêchant ainsi l'économie de tomber dans l'état stationnaire prédit par les classiques⁷.

1.2. Revue empirique internationale : le débat sur l'efficacité de la scolarisation

Les études empiriques mondiales s'opposent sur l'impact réel de la scolarisation :

- *le courant quantitatif* (Optimiste) : Robert Barro (1991), en analysant les données de 98 pays sur la période 1960-1985, a utilisé des régressions statistiques pour démontrer que les taux de scolarisation primaire et secondaire sont positivement corrélés à la croissance du PIB. De même, Mankiw, Romer et Weil (1992) ont validé ce lien en incluant le capital humain dans le modèle de Solow, confirmant que l'éducation explique une part majeure des différences de richesse entre les nations⁸.

³ PASEC, Performances des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne francophone : Rapport RDC, Dakar, CONFEMEN, 2019.

⁴ PNUD, Rapport sur le développement humain 2021/2022, New York, 2022

⁵ SMITH, A., *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Londres, W. Strahan & T. Cadell, 1776.

⁶ MUWALA BALUC, M., Investissement dans le capital humain et qualité du système éducatif en RDC : Interactions et impact sur la croissance économique de 1960 à 2023, Mémoire de Licence, Université de Kinshasa, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, 2024, pp. 23-26.

⁷ Idem, pp. 27-28.

⁸ Idem, pp. 27-28.

- *le courant critique* (Sceptique) : Lant Pritchett (2001) a bousculé ce consensus. En étudiant également un échantillon de 98 pays (dont l'Inde, le Nigéria et le Kenya), il a constaté qu'une augmentation massive de la scolarisation ne se traduit pas nécessairement par une croissance économique si l'environnement institutionnel est instable ou si la qualité de l'enseignement est médiocre.
- *le courant qualitatif* (Moderne) : Hanushek et Woessmann (2015), en analysant les tests internationaux (PISA/TIMSS) de 50 pays depuis les années 1960, ont prouvé que ce sont les compétences cognitives réelles (savoir lire et compter) et non le nombre d'années passées sur les bancs qui stimulent la croissance.

1.3. Revue empirique spécifique à la RDC : confrontations de résultats

En République Démocratique du Congo, les études révèlent des trajectoires divergentes selon les méthodes et les périodes :

- Masoka Wamtu Bibish (2007), a étudié la période 1980-2000 via une régression linéaire. Ses résultats montrent un impact positif mais très limité du taux de scolarisation secondaire, freiné par l'instabilité politique de l'époque.⁹
- Abdallah Botendi (2021), a utilisé un modèle ARDL (Autorégressif à Retards Échelonnés) sur la période 1970-2021. Contrairement à Masoka, il conclut qu'à long terme, le capital humain en RDC a un effet négatif sur la croissance à cause de la défaillance des infrastructures et de l'inadéquation formation-emploi¹⁰.
- Ngoy Banza et al. (2022), via un modèle VAR (Vectoriel Autorégressif) sur la période 1990-2020, nuancent ces propos : ils trouvent que les dépenses publiques en éducation ont un effet significatif (+31% de croissance pour +10% de dépenses), mais que le taux de scolarisation primaire seul a un impact négatif faute de qualité¹¹.

1.4. Synthèse et positionnement de la présente étude

L'opposition majeure qui ressort de cette littérature est celle du rendement de l'éducation face aux blocages institutionnels. Alors que la théorie endogène (Lucas) et les études mondiales (Barro) prévoient une croissance automatique par la scolarisation, les études sur la RDC (Botendi) soulignent un échec structurel. L'idée centrale de notre étude est que le capital humain en RDC ne peut pas être un moteur de croissance tant qu'il reste cloisonné dans une structure économique désarticulée.

II. MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Cette étude adopte une approche quantitative descriptive et analytique fondée sur des données secondaires, visant à analyser les interactions entre structure économique et performance du système éducatif en RDC. La démarche méthodologique s'articule autour de deux axes complémentaires :

- **Analyse de la structure économique** : elle repose sur l'examen de la répartition sectorielle du PIB (1958, 2018 et 2024) selon une approche en trois secteurs, afin d'identifier les dynamiques de spécialisation productive. Cette analyse est complétée par l'évolution de l'Indice de Complexité Économique (ECI) sur la période 2012-2024. Les valeurs de l'ECI varient généralement entre environ -3,5 et +2,5, les scores négatifs traduisant une spécialisation dans des productions peu diversifiées et à faible contenu technologique.
- **Analyse des indicateurs éducatifs** : elle consiste en une évaluation de 20 indicateurs clés couvrant les dimensions d'accès, d'achèvement, de qualité des apprentissages et d'équité du système éducatif. Le choix de ces indicateurs repose sur trois critères méthodologiques : (i) leur pertinence analytique au regard des objectifs de l'étude, (ii) leur disponibilité et fiabilité dans les bases de données internationales, et (iii) leur capacité à refléter les différentes dimensions du capital humain éducatif. Dans cette étude, le capital humain est appréhendé selon deux dimensions complémentaires : une dimension quantitative liée à l'accès à l'éducation (indicateurs de scolarisation) et une dimension qualitative liée aux acquis cognitifs (indicateurs de performance et de pauvreté éducative). Chaque

⁹ MASOKA WAMTU, B., *L'impact du capital humain sur la croissance économique en RDC (1980-2000)*, Mémoire de DEA en Politique Économique et Gestion de l'Économie, Institut Africain de Développement Économique et de Planification (IDEP), 2007, pp. 3-8.

¹⁰ ABDALLAH BOTENDI, *Capital humain et croissance économique en RDC de 1970 à 2021*, Mémoire de Licence, Université de Kinshasa, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, 2021, pp. 4-7.

¹¹ NGOY, K., MWAMBA, C. & OMARI, M., « Capital humain et croissance économique en République Démocratique du Congo : Une analyse des interactions à l'aide d'un modèle vectoriel autorégressif », *Revue Internationale du Chercheur*, vol. 3, n° 1, 2022, pp. 258-283

indicateur est comparé à une référence normative internationale afin d'apprécier le niveau de performance relative du système éducatif.

Les données mobilisées proviennent de sources secondaires reconnues, notamment l'UNESCO IICBA, la Banque mondiale, l'UNESCO Institute for Statistics et la CONFEMEN/PASEC. Elles sont traitées à travers une analyse statistique descriptive et présentées sous forme de tableaux et graphiques afin de mettre en évidence les tendances et les déséquilibres structurels. L'analyse adoptée s'inscrit dans une approche structurelle et comparative, privilégiant l'examen des tendances et des écarts par rapport aux références internationales. Le recours à des méthodes économétriques n'a pas été retenu, l'objectif étant d'établir un diagnostic global à partir d'indicateurs factuels.

Cette approche présente toutefois des limites inhérentes à l'utilisation de données secondaires, notamment en termes de comparabilité des sources, de qualité des mesures et de disponibilité des séries, ce qui peut influencer l'interprétation des résultats.

III. RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

3.1. La configuration du sous-développement structurel (1958-2024)

L'analyse de la répartition du PIB au coût des facteurs sur plus de six décennies révèle une économie qui, loin de se transformer, s'est enfermée dans une spécialisation primaire (une économie de rente).

Tableau I. Évolution de la structure du PIB de la RDC (1958, 2018 et 2024)

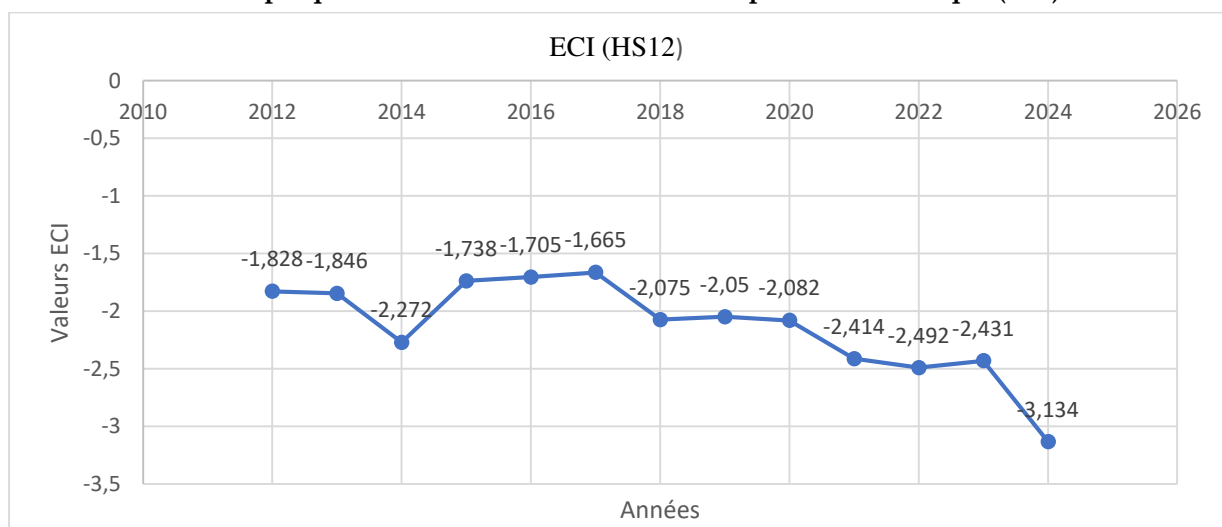
Secteur	1958	2018	2024	Tendance (1958-2024)
Secteur primaire	52%	48%	52,70%	Stagnation / Retour au niveau colonial
Secteur secondaire	15%	18%	13,50%	Désindustrialisation
Secteur tertiaire	40%	42%	33,80%	Contraction récente

Sources : auteur, sur base des données de Lacroix (1966, p. 30), & Rapports Banque Centrale du Congo (2019, p.31) et (2024, p.104).

En 2024, le poids du secteur primaire (52,7 %) est quasiment identique à celui de 1958 (52 %). Cela indique que, soixante-quatre ans après l'indépendance, la RDC n'est pas parvenue à se départir de son rôle de fournisseur de matières premières sur le marché mondial. Le fait le plus préoccupant est la stagnation du secteur secondaire, qui passe de 15 % en 1958 à 13,5 % en 2024. Cette désindustrialisation précoce traduit une faible capacité à transformer localement les ressources, limitant la demande de main-d'œuvre qualifiée et technique.

La contraction du secteur tertiaire (de 40 % en 1958 à 33,8 % en 2024) suggère également une incapacité à soutenir une dynamique de services modernes, avec un repli vers des activités de subsistance alimentant l'expansion de l'économie informelle, estimée à plus de 70 % du tissu économique selon la Banque mondiale, ce qui reflète une fragilité structurelle du système productif, une mobilisation limitée des recettes fiscales et une précarisation accrue de l'emploi. Le capital humain accumulé demeure ainsi contraint par une structure économique peu diversifiée, qui absorbe faiblement les compétences techniques avancées, en cohérence avec le faible niveau de complexité économique (ECI).

Graphique 1 : Évolution de l'Indice de Complexité Économique (ECI)



Source: The Growth Lab at Harvard University, 2026, "Growth Projections and Complexity Rankings", <https://doi.org/10.7910/DVN/XTAQMC>, Harvard Dataverse.

Ce graphique met en évidence une dégradation continue de la sophistication productive en RDC : l'ECI passe de -1,828 (137^e) en 2012 à -3,134 (144^e sur 145) en 2024. Cette évolution traduit une régression structurelle, caractérisée par une spécialisation persistante dans l'exportation de matières premières. Elle suggère également un capital humain à faible productivité, insuffisant pour soutenir la transformation technologique et la diversification de l'économie.

3.2. Analyse des indicateurs éducatifs : le paradoxe du capital humain congolais

Ci-après, nous présentons l'analyse des 20 indicateurs majeurs du système éducatif :

Tableau II. Synthèse des performances d'apprentissage

N°	Indicateur	Valeur et source	Norme internationale et sources	Appréciation
1	Pauvreté éducative (enfants de 10 ans incapables de lire).	97% (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	Le plus bas possible, cible ODD 4.1/4.6 UNESCO GEM Report – suivi de l'ODD 4 : https://www.unesco.org/gem-report/fr/access	Défavorable
2	Taux d'achèvement primaire, filles	79% (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	≥ 90% UNESCO GEM Report: https://www.unesco.org/gem-report/fr/access	Défavorable
3	Taux d'achèvement primaire, garçons	86% (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	≥ 90% UNESCO GEM Report: https://www.unesco.org/gem-report/fr/access	Défavorable
4	Taux d'achèvement du 1er cycle secondaire, filles	51,40% (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	≥ 90% UNESCO GEM Report: https://www.unesco.org/gem-report/fr/access	Défavorable
5	Taux d'achèvement du 1er cycle secondaire, garçons	63,50% (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	≥ 90% UNESCO GEM Report: https://www.unesco.org/gem-report/fr/access	Défavorable
6	TBS secondaire, filles	44% (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	Cible d'accès élevée, idéalement proche de 100% UNESCO GEM Report: https://www.unesco.org/gem-report/fr/access	Défavorable
7	TBS secondaire, garçons	70% (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	Cible d'accès élevée, idéalement proche de 100% UNESCO GEM Report : https://www.unesco.org/gem-report/fr/access	Défavorable
8	TBS tertiaire, filles	5% (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	Progression vers accès élargi et équitable UNESCO GEM Report: https://www.unesco.org/gem-report/fr/quality	Défavorable
9	TBS tertiaire, garçons	8% (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	Progression vers accès élargi et équitable UNESCO GEM Report: https://www.unesco.org/gem-report/fr/quality	Défavorable
10	Indice de capital humain	37 (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	Plus proche possible de 100 Banque mondiale-Human Capital Project : https://www.worldbank.org/en/publication/human-capital	Défavorable
11	Part du budget national allouée à l'éducation	20,8 % (2019), 24,5 % (2020), 21,8 % (2021) et 19,0 % (2022) - CSFEF 2023	15-20% des dépenses publiques, ou au moins 20% selon les cadres de financement de l'éducation Déclaration/engagement ODD 4 et référence de financement : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000245656	Favorable
12	Années de scolarité attendues	9,1 ans (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	Plus élevé, selon le cycle scolaire de référence Banque mondiale - Human Capital Project : https://www.worldbank.org/en/publication/human-capital	Défavorable
13	Performance d'apprentissage	310 (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	Plus élevé, meilleure maîtrise des acquis Banque mondiale - Human Capital Project : https://www.worldbank.org/en/publication/human-capital	Défavorable
14	Années de scolarité ajustées par l'apprentissage	4,5 ans (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	Plus élevé Banque mondiale - Human Capital Project : https://www.worldbank.org/en/publication/human-capital	Défavorable
15	Taux Brut de Scolarisation (TBS) au primaire.	113,8 % (2019-2020) - Annuaire Statistique EPST 2019/20	Plus élevé, (idéalement > 90%) UNESCO/Métadonnées pour "Autres indicateurs pertinents de politique" : https://www.uis.unesco.org/sites/default/files/medias/fichiers/2025/09/GER_FR_final.pdf	Favorable

16	Ratio élèves/enseignant (écoles publiques urbaines).	≈ 1 :70 (2019-2020) <i>Bazika Mangomba</i> (2025) https://www.revue-irs.com/index.php/home/article/view/1349	Absence de norme universelle rigide ; toutefois, un ratio compris entre 30 et 45 élèves par enseignant constitue le standard de référence international (UNESCO, Banque Mondiale) préconisé pour garantir l'efficacité des apprentissages et la qualité de l'encadrement pédagogique.	Défavorable
17	Part du capital humain dans la richesse nationale	48% (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	Plus élevée <i>Banque mondiale - Human Capital Project :</i> https://www.worldbank.org/en/publication/human-capital	Défavorable
18	Écart de genre dans le secondaire	44% filles / 70% garçons. (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	Parité proche de 50/50 UNESCO GEM Report : https://www.unesco.org/gem-report/fr/quality	Défavorable
19	Écart de genre dans le primaire	79% filles / 86% garçons. (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	Parité proche de 50/50 UNESCO GEM Report : https://www.unesco.org/gem-report/fr/quality	Défavorable
20	Indice de parité filles/garçons	0,91 (UNESCO IICBA, note RDC 2024)	≈ 1 UNESCO UIS / GEM Report : https://www.unesco.org/gem-report/fr/quality	Défavorable

Sources : auteur sur base des rapports de l'UNESCO IICBA (2024) : <https://www.iicba.unesco.org/fr/congo-democratic-republic-drc> et du CSFEF : <https://www.csfef.org/rdc-la-legislature-2018-2023-na-pas-reussi-a-transformer-notre-systeme-educatif/>

Cette synthèse statistique suggère que l'investissement éducatif en RDC produit des effets limités sur la croissance économique. Si le pays a relevé le défi du contenant, à travers une expansion quantitative de la scolarisation (TBS primaire de 113,8 %) et un effort budgétaire globalement conforme aux standards internationaux (indicateurs 11 et 15), les données mettent en évidence une faiblesse structurelle du contenu éducatif.

En effet, avec 90 % d'indicateurs défavorables (18 sur 20), le système éducatif semble générer un capital humain à faible rendement, caractérisé par une accumulation de niveaux d'instruction insuffisamment traduits en compétences cognitives effectives. Cette situation est illustrée par un taux de pauvreté éducative extrêmement élevé (97 %), tel que rapporté par UNESCO IICBA.

Ce décalage entre massification scolaire et qualité des apprentissages est cohérent avec le faible niveau de capital humain (indice de 37) et peut contribuer à expliquer, parmi d'autres facteurs structurels, le positionnement défavorable du pays en matière de complexité économique (ECI = -3,13).

IV. DISCUSSION DES RÉSULTATS ET RECOMMANDATIONS

4.1. Discussion des résultats

Les résultats obtenus montrent que la République Démocratique du Congo demeure confrontée à un paradoxe structurel majeur : une progression quantitative de la scolarisation qui ne s'accompagne pas d'une véritable transformation productive de l'économie. L'analyse de l'évolution de la structure du PIB entre 1958 et 2024 révèle en effet une désindustrialisation progressive et précoce, caractérisée par le recul du secteur secondaire à seulement 13,5 % du PIB. Cette évolution traduit la faiblesse de la capacité productive nationale ainsi que l'incapacité de l'économie congolaise à absorber efficacement le capital humain généré par l'expansion du système éducatif.

Ce constat rejoint les analyses de Pritchett (2001), selon lesquelles l'accumulation du capital humain ne produit pas automatiquement de croissance économique lorsque les structures institutionnelles et productives demeurent faibles. Dans le cas congolais, l'expansion de l'accès à l'éducation apparaît largement déconnectée des besoins réels du système économique. Malgré un taux brut de scolarisation relativement élevé (113,8 %), les performances économiques restent limitées, ce qui montre que la massification scolaire, lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'une transformation structurelle de l'économie, ne suffit pas à générer un développement durable. Le cas de la RDC nuance ainsi les approches néoclassiques de Barro (1991), qui établissent une relation positive quasi mécanique entre niveau de scolarisation et croissance économique.

Les résultats mettent également en évidence une détérioration préoccupante de l'Indice de Complexité Économique (ECI), estimé à -3,13 en 2024, plaçant la RDC au 145ème rang sur 146 économies analysées. Cette situation traduit une simplification croissante de l'économie nationale, caractérisée par une forte dépendance aux produits primaires et une faible diversification des activités productives. L'économie congolaise demeure principalement orientée vers l'exportation des ressources minières brutes, avec une très faible capacité de transformation industrielle locale. Dès lors, l'expansion du système éducatif évolue dans

un environnement économique incapable de mobiliser pleinement les compétences produites par les établissements d'enseignement.

Cette faiblesse structurelle confirme les analyses de Hanushek et Woessmann (2015), qui soutiennent que la qualité effective des apprentissages constitue un facteur bien plus déterminant que la seule durée de scolarisation. Les données relatives à la pauvreté éducative en RDC illustrent parfaitement cette réalité. Le fait que près de 97 % des enfants de dix ans soient incapables de lire et de comprendre un texte simple selon les données de l'UNESCO IICBA (2024) traduit l'existence d'un système éducatif quantitativement étendu mais qualitativement fragile. Dans ces conditions, le capital humain produit reste faiblement productif et ne peut contribuer efficacement ni à l'innovation, ni à la compétitivité économique, ni à la transformation structurelle de l'économie.

Par ailleurs, les résultats mettent en évidence une inadéquation persistante entre les formations offertes et les besoins du marché du travail. Cette situation contribue à renforcer le chômage des diplômés, la sous-utilisation des compétences et l'orientation massive des jeunes vers le secteur informel. L'économie congolaise apparaît ainsi incapable d'absorber les cohortes croissantes de diplômés produits chaque année par le système éducatif. Ce phénomène rejoint les analyses de Botendi (2021) et de Ngoy Banza (2022), qui démontrent que le rendement économique de l'éducation en RDC demeure faible en raison des déficits qualitatifs du système éducatif, de l'insuffisance des investissements productifs et de la faiblesse du tissu industriel.

Ces résultats suggèrent également que la problématique éducative en RDC ne peut être dissociée des dynamiques institutionnelles et économiques plus larges. Dans une économie dominée par la rente extractive, les incitations à investir dans des secteurs intensifs en connaissances, en innovation et en technologie demeurent limitées. Le modèle économique rentier tend à privilégier l'exploitation des ressources naturelles plutôt que le développement des capacités productives nationales. Cette situation réduit fortement les effets potentiels de l'éducation sur la croissance économique et entretient un cercle vicieux de faible productivité, de chômage qualifié et de dépendance extérieure.

Ainsi, les résultats de cette étude montrent que la relation entre éducation et croissance économique en RDC demeure structurellement contrainte par la faiblesse de la transformation productive, la dégradation qualitative des apprentissages et l'insuffisance des capacités d'absorption du capital humain. L'éducation ne peut produire des effets significatifs sur le développement économique que lorsqu'elle s'inscrit dans un environnement institutionnel, productif et technologique capable de valoriser les compétences acquises.

4.2. Recommandations

Au regard des résultats obtenus, il apparaît clairement que l'amélioration quantitative du système éducatif ne saurait, à elle seule, garantir la transformation économique de la République Démocratique du Congo. Une réforme plus globale et cohérente articulant politiques éducatives, politiques industrielles et stratégies de diversification économique apparaît indispensable.

À court terme, les efforts devraient prioritairement porter sur l'amélioration de la qualité des apprentissages fondamentaux. Il s'avère nécessaire de renforcer les compétences de base en lecture, écriture, mathématiques et raisonnement logique, qui constituent le socle essentiel du capital humain. Cette amélioration suppose notamment un investissement accru dans la formation initiale et continue des enseignants, la disponibilité des matériels pédagogiques, l'amélioration des infrastructures scolaires ainsi que le suivi régulier des performances éducatives à travers des mécanismes d'évaluation fiables et mesurables.

Par ailleurs, il conviendrait de réduire progressivement la pauvreté éducative en mettant l'accent sur les premières années de scolarisation, période déterminante dans l'acquisition des compétences fondamentales. Une attention particulière devrait également être accordée aux inégalités territoriales d'accès à une éducation de qualité, notamment entre les milieux urbains et ruraux.

À moyen terme, une meilleure articulation entre le système éducatif et le marché du travail apparaît indispensable. Le développement des filières techniques, professionnelles et technologiques adaptées aux besoins réels de l'économie nationale devrait être renforcé. Cette orientation implique une révision des curricula, une valorisation de l'enseignement technique et professionnel ainsi que le développement des partenariats entre établissements de formation et secteurs productifs. L'objectif serait de réduire le décalage entre les compétences produites par le système éducatif et les besoins du tissu économique national.

Dans cette perspective, l'encouragement de l'entrepreneuriat des jeunes, de l'innovation locale et de la formation aux compétences numériques pourrait contribuer à améliorer l'employabilité des diplômés et à renforcer progressivement les capacités productives du pays. L'État devrait également promouvoir des politiques actives d'insertion professionnelle capables de faciliter la transition entre la formation et l'emploi.

À long terme, la transformation structurelle de l'économie congolaise demeure une condition essentielle pour valoriser durablement le capital humain. La diversification de l'appareil productif, le développement du secteur industriel, la promotion de la transformation locale des matières premières et le soutien aux secteurs à forte valeur ajoutée apparaissent comme des priorités stratégiques. Une économie davantage diversifiée serait plus capable d'absorber les compétences produites par le système éducatif et de générer une croissance plus inclusive, plus résiliente et moins dépendante des ressources extractives.

Enfin, le renforcement de la gouvernance économique et institutionnelle constitue un préalable fondamental. L'amélioration du climat des affaires, la stabilité des politiques publiques, la lutte contre la corruption ainsi que le renforcement des capacités administratives sont indispensables pour créer un environnement favorable à l'investissement productif et à la valorisation du capital humain. Dès lors, la question éducative en RDC doit être pensée non pas isolément, mais comme un élément intégré d'une stratégie globale de transformation économique et de développement durable.

CONCLUSION

L'analyse du système économique et éducatif de la RDC met en évidence un paradoxe du capital humain : malgré une massification scolaire importante, illustrée par un TBS primaire de 113,8 % et un niveau de financement éducatif relativement élevé, les retombées sur la croissance demeurent limitées. Cette situation s'explique par une faiblesse qualitative persistante du système éducatif, ainsi que par un appareil productif encore peu diversifié et insuffisamment capable d'absorber les compétences formées.

La structure économique, marquée par le poids du secteur primaire et la faiblesse du secteur secondaire, confirme une dépendance à une économie de rente peu propice à la valorisation du capital humain. Dans ce contexte, l'amélioration de l'éducation ne peut produire pleinement ses effets qu'à condition d'être accompagnée d'un renforcement des acquis cognitifs, d'une meilleure articulation formation-emploi et d'une diversification progressive de la base productive.

BIBLIOGRAPHIE

- Banque centrale du Congo. *Rapports annuels 2019, 2020 et 2024*.
- BARRO, R. J. (1991). Economic growth in a cross section of countries. *Quarterly Journal of Economics*, 106(2), 407-443.
- BAZIKA MANGOMBA, A. (2025). Gratuité de l'enseignement de base et qualité de l'éducation assurée dans les écoles primaires publiques de Kinshasa (rdc). *Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)*, 3(6), 7037-7057. <https://doi.org/10.5281/zenodo.18049305>
- BOTENDI, A. (2021). *Capital humain et croissance économique en RDC de 1970 à 2021* [Mémoire de licence, Université de Kinshasa].
- HANUSHEK, E. A., & WOESSMANN, L. (2015). *The knowledge capital of nations*. MIT Press.
- Harvard Growth Lab. (2024). *The Atlas of Economic Complexity*. <https://atlas.cid.harvard.edu>
- LACROIX, J. L. (1966). *Industrialisation au Congo*. Mouton.
- LUCAS, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3-42.
- MALTHUS, T. R. (1798). *An essay on the principle of population*.
- MANKIW, N. G., ROMER, D., & WEIL, D. N. (1992). A contribution to the empirics of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, 107(2), 407-437.
- MASOKA WAMTU, B. (2007). *Impact du capital humain sur la croissance en RDC* [Mémoire de DEA].
- Ministère de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté. (2023). *Cadre Stratégique de Financement de l'Éducation et de la Formation (CSFEF 2023)*. Kinshasa, RDC.
- MUWALA BALUC, M. (2024). *Investissement dans le capital humain et qualité du système éducatif en RDC* [Mémoire de licence, Université de Kinshasa].
- NGOy, K., MWAMBA, C., & OMARI, M. (2022). Capital humain et croissance économique en RDC. *Revue Internationale du Chercheur*, 3(1), 258-283.
- UNDP. (2022). *Human Development Report 2021/2022*. New York.
- PRITCHETT, L. (2001). Where has all the education gone? *World Bank Economic Review*, 15(3), 367-391.
- RICARDO, D. (1817). *Principles of political economy and taxation*.
- ROMER, P. M. (1990). Endogenous technological change. *Journal of Political Economy*, 98(5), S71-S102.
- SMITH, A. (1776). *The wealth of nations*.
- SOLOW, R. M. (1956). A CONTRIBUTION TO THE THEORY OF ECONOMIC GROWTH. *QUARTERLY JOURNAL OF ECONOMICS*, 70(1), 65-94.

- UNESCO. (2016). *Éducation 2030 : Déclaration d'Incheon et Cadre d'action pour la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable 4*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000245656>.
- UNESCO. (2024). *Global Education Monitoring Report*. <https://www.unesco.org/gem-report>
- UNESCO Institute for Capacity Building in Africa. (2024). *DRC education profile*. <https://www.iicba.unesco.org/fr/congo-democratic-republic-drc>
- UNESCO Institute for Statistics. (2024). *UIS Data*. <https://databrowser.uis.unesco.org>
- World Bank. (2023). *Democratic Republic of Congo economic update*. Washington, DC.
- World Bank. (2024). *Human Capital Project*. <https://www.worldbank.org/en/publication/human-capital>

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reyhler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSN : 2790-3095 (impr.)
N° ISSN : 2790-3109 (ligne)

